



Union
syndicale
Solidaires

BASS

En grève et dans la rue !

Jeudi 9 avril 2015

CGT, FO et Solidaires-SUD rejoints depuis par la FSU appellent à une journée de grève nationale interprofessionnelle et de manifestations, le jeudi 9 avril. Public/Privé, c'est ensemble que doit s'exprimer le refus de l'austérité, de la casse des services publics et des missions de services publics.

Les capitalistes ne servent à rien !

L'urgence est d'en finir avec les cadeaux aux patrons et aux actionnaires. Il faut une autre politique pour enrayer la détérioration des conditions de travail et de vie des salarié-e-s de ce pays. Ensemble, il faut exiger un autre partage des richesses, le partage du travail et des salaires décents pour toutes et tous...

L'an dernier, les 40 entreprises françaises les mieux cotées à la Bourse (le CAC 40) ont versé 56 milliards à leurs actionnaires. Uniquement pour ces 40 entreprises là, une poignée de personnes s'est réparti 56 milliards, quand on nous affirme que le chômage est inéluctable, qu'il faut travailler plus pour gagner moins, que les minima sociaux, les pensions de retraite, le SMIC et nos salaires ne peuvent être augmentés.

Avec le pacte de responsabilité, le gouvernement Valls multiplie les cadeaux fiscaux et les exonérations de cotisations sociales aux entreprises et cela sans contreparties.

Le sanitaire et le social sont au bord du gouffre !

Dans le secteur sanitaire, médico-social et social privé, comme dans le secteur public, cela se traduit par des financements publics de plus en plus contraints. Toujours moins d'argent dans les caisses de l'Etat, des Collectivités Territoriales et de la Sécurité Sociale.

Les politiques d'austérité menées par les gouvernements en France et en Europe se traduisent par :

- des salaires bloqués, parfois baissés,
- des attaques sur le code du travail, les conventions collectives et les statuts qui se multiplient,

- des conditions de travail qui se dégradent sans cesse,
- des emplois déqualifiés et précaires qui deviennent la norme,
- le travail éducatif et social comme le travail de soin ne sont plus reconnus...
- Des suppressions de postes, des licenciements, des fermetures de services ou d'établissements...

Le ras le bol est partout !

De plus, les patrons du sanitaire et du social relaient avec zèle la politique gouvernementale. Dans la Branche des Associations Sanitaires et Sociales (BASS), cela se traduit par la remise en cause des acquis conventionnels, des attaques sur la protection sociale et la formation professionnelle continue.

Dans les mois qui viennent, la crise du secteur ne peut que s'aggraver, il est impensable de subir les reculs annoncés, sur la formation, la maladie, les conventions collectives et les salaires, mais aussi les missions...



Il faut stopper ce processus continu de dégradation de la qualité des activités sanitaires et sociales. Le soin, le social ne sont pas à vendre !

Face aux difficultés croissantes que rencontre la population (paupérisation et pauvreté), les besoins croissants en matière sanitaire et sociale ne peuvent être l'objet de la loi des marchés...

Un TOUS ENSEMBLE nécessaire !

Enfin un mouvement de grève qui s'annonce dans l'unité de celles et ceux qui ne veulent plus subir, qui disent stop à l'austérité en France comme en Europe. Même si à ce jour l'unité des organisations syndicales n'est pas totale et nous le déplorons, cette première journée du 9 avril doit en appeler d'autres.

Il est important aussi de travailler à la convergence de celles et ceux qui luttent tous les jours dans le sanitaire comme dans le social, dans le public comme dans le privé. Seuls on ne peut rien, ensemble : tout est possible !

Organisons-nous pour le 9 avril dans l'unité des syndiqué-e-s et des non syndiqué-é-s. Partout dans les établissements, réunissons des Assemblées Générales pour préparer cette journée de grève et de manifestations.

**Toutes et tous en grève
Pour les salaires et l'emploi !**

Dans la BASS, la Fédération SUD Santé Sociaux s'engage clairement pour cette journée de grève et de manifestations, et appelle dans l'unité la plus large syndiqué-e-s et non syndiqué-e-s à se prononcer pour :

- ***Augmentation générale des salaires, 300 € tout de suite et un SMIC à 1700 €***
- ***Des embauches en CDI***
- ***Défense des acquis conventionnels, pour une convention collective unique de haut niveau***
- ***Défense de la protection sociale et de son financement***
- ***Défense de la formation professionnelle continue***
- ***Défense des métiers et des qualifications***
- ***Arrêt des restructurations***
- ***L'abrogation de la loi 2002-2 et de la loi HPST***

Encart local

